

----- Mail transféré -----

De: "Roland COURTEAU" xxxxx

À: xxxxx

Envoyé: Mardi 12 Février 2019 16:26:46

Objet: Re: Relance

Monsieur,

Monsieur Roland Courteau a bien pris connaissance de votre courriel qu'il a relayé, avec d'autres correspondances similaires, à Monsieur le Président du Sénat Gérard Larcher.

Nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance de la correspondance que le Président du Sénat lui a fait parvenir, en réponse, laquelle a été republiée par la presse locale.

Vous en souhaitant bonne réception, et vous priant de nous excuser pour ce long délai, nous vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

secrétariat parlementaire

Le 18/01/2019 à 15:08, xxxxx a écrit :

Mesdames et messieurs les sénateurs et députés,

Je vous ai sollicités le 24.11.2018 pour demander la destitution du Président Macron.

A ce jour, je n'ai aucune réponse. Le courage est une option qui devient rare. A une certaine époque, les résistants étaient peu nombreux, le jour de la libération, tous les colabos avaient disparues, peut-être n'avaient ils jamais existés !?

« Les grands médias, comme toujours malhonnêtes, tendancieux et complaisants à l'égard du pouvoir partagent la soupe...

Il y aurait des MILLIERS DE BLESSÉS parmi les gilets jaunes et des DIZAINES DE MUTILÉS ayant subi des traumatismes extrêmement graves (balles de caoutchouc en pleine tête, grenades explosives dont l'usage devrait être absolument interdit, grenades lacrymogènes lancées dans la foule, passages à tabac, comme à Toulon, perpétré par un commandant, auquel le procureur n'a pas jugé digne de donner suite, ce qui est scandaleux).

Mesdames et messieurs les sénateurs et députés, est-ce trop demander à la classe dirigeante (dont vous faites partie) que de faire preuve de la décence la plus élémentaire, au sens où l'entendait l'écrivain britannique George Orwell (« common decency »), de moralité, de rationalité et d'un minimum d'honnêteté intellectuelle ?

Ou bien la politique signifie-t-elle nécessairement le recours au mensonge, à l'escroquerie intellectuelle, à la servilité de ceux prêts à tout pour jouir du pouvoir ? »

C'est VOUS qui normalement avez le pouvoir à l'assemblée, et non l'exécutif.

C'est VOUS qui avez la possibilité de réveiller une majorité donnant la pénible impression d'être corps et âme dévouée au chef.

Servez-vous-en, afin de faire entendre raison à tous les hauts responsables qui courtisent la guerre civile et n'ont de cesse de diviser les citoyens, à commencer par M. Macron lui-même, dont les habits de président paraissent décidément trop larges pour ses frêles épaules. »

Veillez agréer, mesdames et messieurs les sénateurs et députés, mes salutations républicaines,
xxxxxx

17 JAN. 2019



Monsieur Roland COURTEAU
Sénateur de l'Aude
Casier de la Poste

LE PRÉSIDENT

Paris, le 8 janvier 2019

GL/NB/na/RE-2019-0125

Peu avant Noël, le sénateur Roland Courteau, à la demande de plusieurs délégations de gilets jaunes, avait adressé leurs pétitions au Premier Ministre et au Président du Sénat.

Le Président G.Larcher vient de répondre au sénateur.

J'entends la colère des « gilets jaunes » ; je mesure leur irritation face à ce Gouvernement qui décide de « garder un cap » et semble sourd à la véritable détresse, et maintenant colère, de certains Français.

Dans quelques jours va s'ouvrir le grand débat national. J'invite les pétitionnaires à y participer pour faire part de leurs analyses et propositions. Cette opportunité, il faut qu'ils la saisissent. Le dialogue autour d'une table, même tardif, est préférable à la contestation sur les ronds-points.

Néanmoins, si la démocratie participative peut être utile, il faut qu'elle soit structurée. La démocratie représentative est à la base de nos Institutions qui ont résisté à de graves crises (Guerre d'Algérie, Mai 68, crise financière de 2008, série d'attentats sur notre sol...). Sinon le risque de chaos est réel.

C'est aussi la raison pour laquelle demander « la destitution » du Président de la République n'est pas raisonnable. Il a été élu démocratiquement et il doit aller jusqu'au bout de son quinquennat. C'est à ce terme que les Français s'exprimeront.

Je partage en revanche un constat : c'est le sentiment que notre société est fracturée ; qu'une partie de la population, qu'elle vive en zone rurale ou dans des métropoles, en banlieue ou dans des petites ou moyennes villes, se sent abandonnée voire méprisée... en tous cas, « à côté ».

Les sénateurs, en prise directe avec les territoires, font des propositions, votent des textes pour remédier à tous ces problèmes. Mais le Gouvernement n'entend pas.

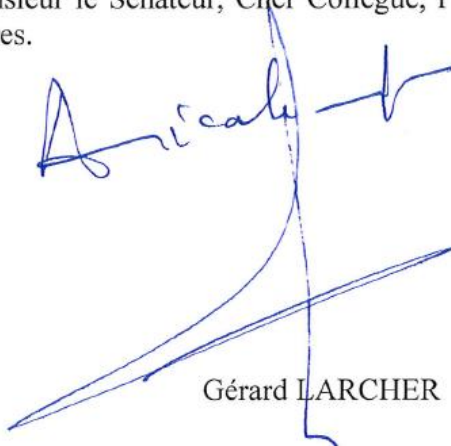
Je l'ai dit au Président de la République : son rôle est de rassembler les Français autour d'un projet pour l'avenir. Ceux-ci ne sont pas réticents aux réformes à condition qu'elles soient justes, que les efforts soient équitablement répartis et qu'ils aient le sentiment qu'elles sont utiles.

La méthode a souvent manqué au Gouvernement : absence de dialogue, verticalité du pouvoir, brutalité des décisions. Cet exercice solitaire du pouvoir conduit le Président de la République dans cette situation dont il va falloir sortir rapidement car d'une France amère je crains que l'on passe à une France désespérée capable des pires actions.

Ce triste épisode marque un tournant dans le quinquennat d'Emmanuel Macron. A lui de comprendre qu'il ne peut pas gouverner contre le peuple.

Espérant vous avoir éclairé sur mes points de vue et aussi vous permettre de transmettre ma vision de la crise politique et sociale d'aujourd'hui à celles et ceux que vous avez rencontrés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Sénateur, Cher Collègue, l'expression de mes salutations les meilleures.



Gérard LARCHER